

ESPAGNE

«Botellon» et consommation d'alcool par les mineurs : un débat récurrent

Le débat sur la consommation d'alcool par les jeunes et surtout les mineurs a rebondi après les violences de rue qu'a connues la localité de Pozuelo de Alarcen, située à la périphérie sud de Madrid, suite à un botellon.

De notre bureau de Madrid M'hamed El-Mansouri

La ville vit sa fête locale le premier samedi de septembre. Ce jour-là était l'occasion pour des centaines de jeunes de se regrouper et célébrer un «botellon». Etymologiquement «botellon» signifie «grande bouteille» en espagnol.

Actuellement, le terme désigne un phénomène apparu dans les années 80 pour décrire une concentration massive de jeunes, les week-ends, dans des endroits à l'air libre (parcs, rues, places) pour discuter, écouter de la musique, tout en consommant des boissons alcoolisées, et, dans bien des cas aussi, des stupéfiants. En ce sens, la traduction la plus proche de «botellon» en français serait «beuverie», malgré la connotation péjorative du terme.

Comme dans d'autres pays, la consommation d'alcool sur la voie publique est interdite par la loi, mais elle est autorisée en Espagne lors des fêtes locales ou nationales. A Pozuelo, la fête avait bien débuté mais tard dans la nuit, des heurts ont commencé à opposer les centaines de jeunes du «botellon» à la police.

Les choses s'enveniment rapidement et aboutissent à une véritable bataille de rue entre forces de l'ordre et jeunes excités par l'alcool et convertis en «antisystème» pour l'occasion.

Selon la presse, ce seraient 200 jeunes qui auraient attaqué le commissariat de police, lequel répond avec des tirs de balles de caoutchouc et des charges. Au lever du jour, le bilan est lourd : beaucoup de jeunes blessés par les charges de la police, 20 d'entre eux détenus, dont dix mineurs, 10 agents de police blessés, des voitures de police brûlées, du mobilier urbain détruit et calciné.

La présence de mineurs parmi les détenus, auteurs présumés des troubles qu'a connus Pozuelo, a relancé la polémique, non pas sur les conséquences d'un «botellon» incontrôlé, mais sur la consommation d'alcool par les mineurs grâce à ce phénomène ou sans cette excuse.

En effet, les études entreprises sur le sujet montrent que les jeunes Espagnols commencent à consommer des boissons alcoolisées à



Un phénomène apparu dans les années 1980.

l'âge de treize ans, donnée qui préoccupent les secteurs chargés de la jeunesse et de l'éducation.

Le débat enclenché s'est ainsi étendu à d'autres thèmes épineux, comme la violence à l'école, la permissivité au sein des institutions éducatives ou dans la famille, et à d'autres questions liées à la nécessité d'inculquer des valeurs positives aux futures générations...

Cependant, il est clair que le passage des vœux pieux à la réalité relève parfois de l'impossible.

Dans le cas du «botellon», cette pratique s'est popularisée parmi les jeunes, et les médias, notamment la télévision, l'ont banalisée. Certains programmes de chaînes publiques ou privées réalisent

des reportages à faible coût, où les principaux acteurs sont justement des jeunes qui organisent des botellon sur la plage, dans la rue, etc.

L'impression générale qui se dégage de ces reportages est que ces jeunes passent une partie de plaisir sans conséquence.

Ainsi la pratique du botellon a-t-elle été plus ou moins tolérée par les autorités, mais le bruit occasionné par ces concentrations de jeunes, les rejets de déchets, les rixes, les intoxications éthyliques, les actes de vandalisme, la propagation de l'alcool parmi les mineurs, seront autant de raisons qui détermineront finalement l'approbation de lois anti-botellon, dont la première voit le jour à Madrid en 2002.

D'autres régions suivront cette première initiative pour tenter aussi de limiter le phénomène du botellon en définissant des normes plus strictes pour la vente d'alcool et sa consommation sur la voie publique.

Certaines régions ont opté pour des stratégies destinées surtout à limiter la gêne occasionnée au voisinage, par les regroupements massifs de jeunes, comme c'est le cas de l'Extremadure, qui a adopté en 2003 la «loi de la convivialité et du loisir» visant à contrôler le botellon et délimiter les espaces où il est autorisé, tout en réprimant, par ailleurs, durement la vente d'alcool aux mineurs. D'autres programmes ont été mis en marche, comme «la noche

mas joven» (la nuit la plus jeune), dans le but d'offrir des espaces de loisirs nocturnes aux jeunes, sans consommation de boissons alcoolisées.

Cependant, malgré ces initiatives, les autorités régionales ou locales ont du mal à maîtriser le phénomène du botellon, qui a pris une autre ampleur, avec l'apparition du macrobotellon où les jeunes sont convoqués par Internet, de toutes les parties du pays, à y participer dans une ville donnée. En mars 2006, ce fut le cas de Séville où 5 000 jeunes se sont donné rendez-vous pour la Fête du printemps, ou bien Grenade, où les autorités municipales ont autorisé à la même période un macrobotellon de 30 000 jeunes, qui s'était déroulé sans incidents.

Néanmoins, il faut souligner que les derniers troubles de la localité de Pozuelo ne sont pas les premiers du genre, puisque dans des conditions similaires, à l'occasion d'un botellon, des batailles rangées ont opposé par le passé des jeunes aux forces de l'ordre et se sont soldées aussi par de nombreux blessés dans les deux camps, et des arrestations, en 2005 à Barcelone, en 2007 à Madrid, et à Salamanca.

Le thème des limites à la consommation d'alcool par les jeunes, et notamment par les mineurs est un thème récurrent et reste donc d'actualité dans le panorama social du pays. Le défenseur du mineur de Madrid (une figure chargée de la protection des droits des mineurs) a averti, après les troubles de Pozuelo, que «le cocktail «mineurs, alcool, drogues, violence et nouvelles technologies» peut être explosif». Le cas de Pozuelo, entre autres, en a été une nouvelle illustration.

M. E.-M.

Référendum local : polémique sur l'autodétermination de la Catalogne

Des centaines d'habitants de la ville d'Arenys de Munt (nord-est) ont voté hier lors d'un référendum local polémique sur l'autodétermination de la Catalogne, organisé par une plateforme citoyenne indépendantiste, a constaté l'AFP.

Les quelque 6 000 habitants de plus de 16 ans de cette petite ville ont été invités à répondre à partir de 09h (07h GMT) à la question suivante :

«Etes-vous favorables à ce que la Catalogne soit un Etat souverain, social et démocratique intégré dans l'Union européenne ?».

Parmi eux, le maire indépendantiste de la ville, Carlos Mora, qui a voté à la mi-journée, alors que les files d'attentes étaient déjà très longues.

«L'affluence est massive, bien plus importante que ce qui était prévu, nous attendons une participation élevée», a indiqué un organisateur à l'AFP. Le résultat est attendu dans la soirée. Ce référendum symbolique a été organisé dans un local privé de la ville, après l'interdiction par un juge de Barcelone de l'organiser dans une salle municipale avec l'aval de la municipalité, comme il était prévu au départ.

Le magistrat a considéré que ce référendum était illégal, s'appuyant sur l'article 92 de la Constitution espagnole qui dispose que seul le roi, sur proposition du gouvernement préalablement avalisée par le Parlement, peut convoquer un référendum de cette nature, les municipalités étant autorisées à organiser des consultations populaires sur des sujets exclusivement locaux.

A la mi-journée, quelque 60 militants du parti d'extrême-droite de la phalange espagnole, arrivés en autocars escortés par des policiers, ont manifesté contre cette consultation populaire, reprenant des phrases comme «La Catalogne c'est l'Espagne». Des dizaines d'indépendantistes, dont beaucoup venus de localités pour soutenir le référendum, ont entouré les manifestants d'extrême-droite, chantant à plusieurs reprises l'hymne de la Catalogne.

Redoutant des troubles, les autorités avaient déployé quelque 400 policiers dans la localité, et interdit la circulation en centre-ville.

En début d'après-midi, aucun incident majeur n'avait été enregistré.

NUCLÉAIRE

L'Iran prêt à discuter mais, pas sur le nucléaire civil

Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a répété hier être ouvert à la discussion sur le nucléaire mais a réaffirmé les «droits indéniables» de l'Iran en matière de nucléaire civil alors que la Turquie a offert d'accueillir une réunion avec les grandes puissances.

«La technologie nucléaire pacifique est le droit légal et définitif de la nation iranienne et l'Iran ne négociera avec personne ses droits indéniables», a déclaré M. Ahmadinejad en recevant l'ambassadeur britannique Simon Gass qui lui a remis ses lettres de créances, selon l'agence Fars. «Mais nous sommes prêts à discuter de la coopération internationale pour régler les problèmes économiques et de sécurité dans le monde. Nous estimons que ces problèmes ne pourront être résolus sans la participation de tous», a-t-il ajouté, cité par Fars. Aux yeux de Téhéran, «la question

nucléaire iranienne est close», a-t-il précisé. Peu après cette déclaration, le ministre turc des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, qui achevait hier une visite de deux jours en Iran, a indiqué que son pays «était prêt à accueillir les discussions» entre l'Iran et le groupe 5+1 (Etats-Unis, Russie, Chine, France, Grande-Bretagne, Allemagne), selon l'agence officielle Irna. M. Davutoglu, cité par Irna, a estimé que «le paquet de propositions iranien est une bonne base pour parler des grandes questions internationales» et espéré que ces négociations puissent «commencer le plus rapidement possible». M. Davutoglu a fait cette déclaration lors d'une rencontre avec Saïd Jalili, secrétaire du Conseil suprême de la sécurité nationale iranienne, qui est également le chef de l'équipe de négociateurs iraniens dans le dossier nucléaire. L'Iran a remis mercredi son «paquet de propositions» aux grandes

puissances du groupe 5+1 pour commencer des négociations. Le groupe 5+1 avait demandé en avril dernier à l'Iran de reprendre les négociations pour régler la question nucléaire iranienne.

Vendredi, les membres du groupe 5+1 ont demandé à l'Iran une réunion le plus tôt possible après avoir toutefois jugé que ces propositions ne répondaient pas aux questions sur le nucléaire. Dans son paquet de propositions, l'Iran, sans parler de son programme d'enrichissement d'uranium, propose de définir «un cadre international empêchant la recherche, la production, la détention et la multiplication des armes nucléaires et qui aille aussi vers la destruction des armes nucléaires». L'Iran refuse toujours de suspendre ses activités d'enrichissement d'uranium, malgré cinq résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU en ce sens, dont trois assorties de sanctions. Les pays occidentaux soupçonnent l'Iran de chercher à se

doter de l'arme nucléaire, ce que Téhéran dément.

Déjà samedi, le chef de la diplomatie iranienne, Manouchehr Mottaki avait déclaré que son pays était prêt à des négociations sur la base de ses nouvelles propositions liées au nucléaire.

«En remettant le paquet de propositions, la République islamique d'Iran a montré qu'elle était déterminée à engager des négociations sur les principales questions incluses dans le paquet», a dit M. Mottaki. Après la remise du paquet iranien, le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, a estimé qu'il y avait «matière à creuser», alors que le département d'Etat américain, tout en estimant que le document n'offrait pas d'avancées concrètes, a dit vouloir tester la réalité de la volonté de dialogue affichée par l'Iran. Le président Ahmadinejad doit se rendre fin septembre à New York pour participer à l'Assemblée générale des Nations unies.